



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DRIEAT-IF

Direction des Routes Île-de-France

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)**

(CCAP N° 2024-SGPR-DOA-TCRN13)

L’acheteur exerçant la maîtrise d’ouvrage

Direction Régionale et Interdépartementale de l’Environnement, de
l’Aménagement et des Transports d’Île-de-France
Direction des routes d’Île-de-France

Représentant du Maître d’ouvrage (RMO)

Madame la Directrice Régionale et Interdépartementale de
l’Environnement, de l’Aménagement et des Transports d’Île-de-France
par délégation du Préfet de la région d’Île-de-France, Préfet de Paris
(arrêté n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023)

Objet du marché

Travaux de renforcement structurel de la tranchée couverte sur l’axe
RN13 dans la commune de Neuilly-sur-Seine – Zones 1 - 3

Le présent CCAP comporte 0 annexe(s).

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE 1 OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1. Objet du marché et descriptif des travaux.....	5
1.2. Décomposition en tranches et en lots.....	7
1.3. Intervenants et forme des notifications.....	8
1.4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	12
1.5. Dispositions générales.....	13
1.6. Clauses de réexamen du marché public.....	18
1.7. Ordres de service.....	18
1.8. Prolongation des délais.....	18
ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	18
ARTICLE 3 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	19
ARTICLE 4 PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES.....	19
4.1. Tranche(s) optionnelle(s).....	19
4.1.1. Délais limites de notification.....	19
4.1.2. Indemnité de dédit.....	20
4.1.3. Indemnité d'attentes.....	20
4.2. Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	20
4.3. Variation dans les prix.....	24
4.4. Modalités particulières de paiement.....	26
4.5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	27
4.6. Augmentation du montant des travaux.....	27

ARTICLE 5 DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES.....	27
5.1. Délai de réalisation.....	27
5.1.1. Délai d'exécution du marché.....	27
5.1.2. Délais distincts du délai de la période d'exécution des travaux (tranche ferme uniquement).....	28
5.1.3. Nombre nuits de fermeture disponible pour l'exécution des travaux des délais distincts.....	33
5.2. Prolongation des délais d'exécution.....	33
5.3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance.....	34
5.4. Autres pénalités.....	36
ARTICLE 6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	39
6.1. Retenue de garantie.....	39
6.2. Avances.....	40
ARTICLE 7 PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....	41
7.1. Provenance des matériaux et produits.....	41
7.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	41
ARTICLE 8 réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	42
8.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	42
8.2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	42
8.3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	43
8.4. Piquetage général.....	43
8.5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	43
ARTICLE 9 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....	44
9.1. Période de préparation – Programme d'exécution des travaux.....	44
9.2. Études d'exécution des ouvrages.....	45
9.3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d'agrément.....	46
9.4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	46
9.5. Contraintes sur les balisages et fermetures de nuit.....	48
9.6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	49
9.7. Registre de chantier.....	49

ARTICLE 10 CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....	50
10.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	50
10.2. Réception.....	50
10.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d’ouvrage.....	51
10.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrages.....	51
10.5. Documents fournis après exécution.....	51
10.6. Délai de garantie.....	51
ARTICLE 11 RÉSILIATION.....	51
ARTICLE 12 CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....	53
12.1. Les publics visés.....	53
12.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion.....	55
12.3. Le dispositif d’accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	56
12.4. Les modalités de contrôle de l’action d’insertion.....	56
12.5. Pénalités pour non-respect de l’engagement d’insertion par l’activité économique.....	57
12.6. Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l’action d’insertion.....	57
ARTICLE 13 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	59

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l’abréviation CCP.

ARTICLE 1 OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché et descriptif des travaux

Les travaux faisant l’objet du présent marché concernent des prestations de renforcement structurel de la tranchée couverte (TC) sur l’axe RN13 à Neuilly-sur-Seine (92200).

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Ces prestations consistent principalement en l’ajout de renforts des ponts-cadre, aux niveaux des angles nord et sud partie haute, en milieu de dalle nord, dans le tunnel et au-dessus, de renforts traversants la dalle en partie centrale au niveau des voiles de la gaine centrale d’aération, ainsi que le pied du voile nord dans le tunnel.

Cela comprend notamment :

- Recalcul complet de l’ouvrage (zones 1 à 3), analyse des déficits et dimensionnement des renforcements ;
- Études d’exécution, plans et DESC pour la mise en place des balisages lourds (voir annexe 1)

- Études d’exécution et plans relatifs aux renforcements
- Mise en place des installations de chantier, d’une base-vie et de GBA et clôtures pour délimiter l’emprise chantier

Mise en place de balisages lourds et déviations de voies

- Mise en place et retrait, dans le tunnel de nuit sous fermeture, de balisage lourd (BT4 avec bardage et LED de remplacement provisoire d’éclairage des voies) pour fermeture de voies + surveillance et entretien ;
- Dépose puis repose de l’éclairage dans le tunnel ;
- Réalisation de déviations de voies et marquages au sol ;
- Mise en œuvre dans le tunnel de nuit sous fermeture, de séparations hermétiques (protection anti-projection) entre une demi-zone circulée en journée de la demi-zone de travaux ;
- Dépose et repose de GBA

Renforcement des aciers inférieurs de la dalle nord :

- Repérage radar des aciers inférieurs de la dalle nord depuis la sous-face et l’intérieur du tunnel ;
- Installation d’un étalement de soutien de la dalle nord lors de l’ajout d’aciers inférieurs transversaux en sous-face de la dalle nord ;
- Réalisation de percements et de scellement d’armatures
- Réalisation de saignées dans la sous-face de la dalle nord par hydrodémolition ;
- Réalisation de scellement d’armatures tout le long des saignées pour tenir les aciers transversaux ajoutés ;
- Pose d’aciers de renfort dans les saignées de la sous-face de la dalle nord ;
- Mise en œuvre de béton projeté pour reboucher les saignées en conservant le gabarit du tunnel
- Pose et dépose de plaques de protection au feu au plafond du tunnel
- Mise en œuvre de renfort type composite sur la sous-face de la dalle dans les zones où la création de saignées n’est pas possible (zone de recouvrement des aciers inférieurs longitudinaux de la dalle) ;

Renforcement du haut des piédroits centraux :

- Mise en œuvre d’armatures de béton armé verticales en haut des piédroits centraux depuis la gaine de ventilation du tunnel et depuis une voie du tunnel fermée sous balisage lourd ;
- Mise en œuvre d’aciers de renforcement verticaux traversant la dalle et scellés horizontalement au-dessus de la dalle ;
- Repérage radar des aciers de la dalle centrale ;
- Percement et scellement d’armatures ;
- Réalisation de surépaisseur de voile en béton armé sur piédroits existants ;
- Réalisation de dalle en béton armé sur traverses existantes ;
- Installation de cloisons étanches dans la gaine de ventilation ;

Renforcement en composite de la dalle Nord, de l’angle Nord et de l’angle Sud

du cadre

- Dépose et évacuation d'équipements urbains ;
- Dévoisement de réseaux et déplacement d'éclairage public ;
- Démolition de dallettes et béton grossier ;
- Terrassements contre le piédroit Sud ;
- Nettoyage de parement en béton ;
- Ragréage de parement en béton ;
- Calfeutrement de fissures sur une structure en béton ;
- Injection de fissures sur une structure en béton ;
- En cas de fissures visibles sur la face supérieure de la dalle Nord, réalisation de saignées par hydrodémolition, remplacement des aciers et rebouchage ;
- Pose de renforts de type composite sur la dalle Nord et sur l'angle Nord dans le sens transversal et longitudinal, après repérage radar ;
- Pose de renforts de type composite sur l'angle Sud du cadre après repérage radar ;
- Pose de mortier de protection des renforcements en composite ;
- Étanchement de parement ;
- Remblaiement.

Lieux d'exécution :

Les travaux seront exécutés dans le département des Hauts-de-Seine (92), sur la commune de Neuilly-sur-Seine. Chaque zone sera décomposée selon la répartition de structure de la Tranchée Couverte, en zones 1 à 3 (cf. plan ci-dessous).

En surface, la TC porte l'avenue Charles de Gaules, les aménagements des Allées de Neuilly et la Place St Jean-Baptiste. La TC permet le franchissement sous-terrain de cette zone urbaine par la RN13, dans les deux sens Province-Paris au sud, Paris-Province au nord, ces deux tunnels étant séparés par un tunnel d'aération.

Les installations de chantier seront installées sur l'ouvrage, à proximité immédiate des zones de renforts, sur la commune de Neuilly-sur-Seine. L'accès à ces installations se fera par l'avenue Charles de Gaules.

Par la suite, le sens Paris-Province est noté sens Y, et le sens Province-Paris sens W.



Figure 1: Localisation des travaux

1.2. Décomposition en tranches et en lots

Les prestations font l'objet d'un marché à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Le marché comporte une tranche ferme (notée TF) et deux tranches optionnelles (notées TO1 et TO2), désignées ci après :

Désignation des tranches	
Tranche ferme (TF)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement dans le tunnel RN13Y, en sous-face de la dalle nord; - Renforcement dans la gaine de ventilation en partie haute du voile central côté RN13Y depuis la gaine de ventilation, et traversant la dalle au-dessus.
Tranche optionnelle 1 (TO1)	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement dans le tunnel RN13W en partie haute du pignon central côté RN13W depuis la RN13W, et traversant la dalle au-dessus ;

	- Renforcement en surface de la dalle supérieure , aux niveaux de l’angle sud partie haute ;
Tranche optionnelle 2 (T02)	- Renforcement en surface de la dalle nord.

L’opération de travaux n’est pas allotie.

1.3. Intervenants et forme des notifications

1.3.1.Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d’acceptation des sous-traitants et d’agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d’acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l’article R.2193-1 du CCP, l’attestation d’assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l’article 1.5.3. ci-après.

1.3.2. Maîtrise d’œuvre

La fonction de maîtrise d’œuvre comprenant :

Les études de diagnostic (DIA) ;

Les études préliminaires (EP) ;

Les études d’avant-projet (AVP) ;

Les études de projet (PRO) ;

L’assistance au maître de l’ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

Le calendrier prévisionnel d’exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;

L’examen de la conformité au projet et le visa des études d’exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l’exécution des contrats de travaux (DET) ;

L’assistance au maître de l’ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

L’ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux (OPC) ;

est assurée par :

Direction des routes d’Île-de-France (DiRIF)

Département Ouvrages d’Art (DOA)

Guillaume DAMIEN

65 avenue Faidherbe, 93315 Le Pré Saint-Gervais

tél. : 01 49 15 43 77

courriel : guillaume.damien@developpement-durable.gouv.fr

1.3.3. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

COBAT-COPREV SARL
PRC TERTIAIRE DU ROTOIS-Bât B – ROUTE DE OIGNIES
62710 COURRERES
Tel : 03 61 19 12 89
Mail : com@cobat-coprev.fr

désigné-e dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1.3.4. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La société 360 est mandaté par la ville de Neuilly-sur-Seine pour l’OPC des travaux sur les Allées de Neuilly. La mission d’OPC propre aux travaux DiRIF est incluse dans la mission de la maîtrise d’œuvre en collaboration avec l’entreprise 360.

1.3.5. Autres intervenants

– Le gestionnaire des ouvrages à réparer:

Direction des routes d’Île-de-France (DiRIF)
Service de la Gestion Patrimoniale du Réseau (SGPR)
Département Ouvrages d’Art (DOA)
Victor MARTINET
Chef de l’Unité de Gestion Centralisée des Ouvrages d’Art (UGCOA)
65 avenue Faidherbe, 93 315 Le Pré-Saint-Gervais
Tél : 01 49 15 43 21 / Mob : 06 60 47 45 01

– L’exploitant des ouvrages à réparer :

Arrondissement de Gestion et d’Exploitation de la Route Ouest (AGER Ouest)
Unité d’Exploitation de la Route (UER) de Nanterre
21 rue Guttenberg, 92 000 Nanterre

Poste de Contrôle Trafic et Tunnels (PCTT) Ouest
Aude COVIN

Cheffe du poste de contrôle trafic et tunnels (PCTT)
21 rue Guttenberg, 92 000 Nanterre
Tél : 01 41 91 13 11 / Mob : 06 63 54 62 04

– Le gestionnaire des réseaux :

Direction des routes d'Île-de-France (DiRIF)

Département de l'Exploitation et des Technologies (DET)

15-17 rue Olof Palme, 94 046 Créteil cedex

– Le contrôleur extérieur et réglementaire :

Direction Territoriale Île-de-France du Centre d'Études et d'Expertise sur les Risques, l'Environnement, la Mobilité et l'Aménagement (CEREMA/DTER IDF)

– La mairie de Neuilly-sur-Seine :

Alexandre Seven

Pôle Espaces Publics

Direction de la Voirie et des Réseaux

Ville de Neuilly-sur-Seine

Poste téléphonique : 01 40 88 87 27 – Port : 06 15 47 94 73

1.3.6. Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

1. Le Directeur des Routes d'Île-de-France pour l'ensemble des actes administratifs et d'ordonnancement secondaire ne faisant pas l'objet d'une délégation de signature ;

2. Le chef du service (SGPR), du département (DOA), leurs adjoints ou les personnes désignées dans l'OS de démarrage (ou équivalent) pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande. (CCAG art. 3.6.1.5) ;
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4) ;
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6) ;
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6) ;
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2) ;
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte

général. (CCAG art. 12.4.2) ;

- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4) ;
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art.27.3.1) ;
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3) ;
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d’œuvre. (CCAG art. 411.2) ;
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d’œuvre. (CCAG art. 411.2) ;

Pour les besoins de l'exécution du marché, la personne physique désignée ci-après est habilitée à représenter le RMO auprès du titulaire :

Le chef du DOA

Direction des routes d’Île-de-France (DiRIF),

Département Ouvrages d’Art (DOA)

65, avenue Faidherbe, 93 315 Le Pré-Saint-Gervais,

Téléphone : 01 49 15 43 77 / 06 60 93 36 38

Courriel : Guillaume.Damien@developpement-durable.gouv.fr

pour assumer les fonctions suivantes :

- Réception des communications du titulaire avec la personne publique (article 3.3 du CCAG) ;
- Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel ;
- Signature des OS ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire.

1.3.7. Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale et électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l’article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l’exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l’exécution des prestations du marché, le maître d’ouvrage et/ ou le maître d’oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l’horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire. .

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l’heure de sa réception de l’information.

En application de l’article 3.1.2 du CCAG, c’est la date et l’heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l’article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l’information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l’envoi de l’information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l’issue de ce délai.

Par dérogation à l’article 3.2.1 du CCAG, si l’information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir dès l’accusé de réception par le titulaire et/ou le mandataire du groupement dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l’heure suivant celle où s’est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l’information via PLACE par le maître d’ouvrage et/ou le maître d’oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d’envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d’ouvrage et / ou le maître d’oeuvre.

1.4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.4.1 Obligation de confidentialité

En application de l’article 5.1 du CCAG, le titulaire s’engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d’ouvrage et s’interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l’application de la pénalité définie à l’article 5.4 du présent CCAP.

1.4.2 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l’article 5.2 du CCAG, et d’une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu’il réalise pour son propre compte et le maître d’ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu’il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

l’exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l’accès à des données personnelles détenues par le maître d’ouvrage ni le traitement de telles données, il n’est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d’exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d’ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l’Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d’alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l’article 5.4 du présent CCAP.

1.5. Dispositions générales

Le titulaire s’engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu’à la fin de l’exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l’honneur notamment prévues à l’article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l’environnement et du logement, à l’adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.5.1. Mesures d’ordre social – Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d’œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l’Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l’accès à l’ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d’infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l’article 50.3.1 du CCAG.

En application de l’article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d’ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu’il emploie et soumis à l’autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d’embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l’alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu’à la fin de l’exécution du marché.

Le titulaire s’engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l’exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.5.2. Dispositions applicables en cas d’intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.5.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n’a pas d’établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s’il est établi ou domicilié à l’étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d’ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu’il emploie et soumis à l’autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d’embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l’alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu’à la fin de l’exécution du marché.

Le titulaire s’engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l’exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l’euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d’un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l’article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l’article 4.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l’article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d’ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l’inspection du travail.

1.5.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d’un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l’exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l’inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d’ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l’unité départementale mentionnée à l’article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l’article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l’exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d’ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l’article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d’affichage

Dès la date d’intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d’affichage dans le local vestiaire prévu par l’article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l’article D. 1263-21 du code du travail.

L’affichage doit être traduit dans l’une des langues officielles parlées dans chacun des États d’appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d’ouvrage de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l’objet d’une pénalité dans les conditions définies à l’article 5.4.6.

1.5.3. Responsabilités et Assurances

1.5.3.1 Responsabilités

D’une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. À ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s’inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1.5.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire·s et ses (leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 1 000 000 € par sinistre.

1.5.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG, le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes les montants suivant :

5 000 000,00 € au titre de la garantie décennale.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1.5.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le·s attributaire·s du marché·s aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa (leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses (leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son (leur) marché, le·s titulaire·s adresse·nt ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le·s titulaire·s justifie·nt, y compris pour ses (leurs) éventuels sous-traitants, qu'il·s acquitte·nt ses (leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le·s titulaire·s mettant en œuvre des techniques non courantes s’engage·nt à obtenir de son (leur) assureur de responsabilité décennale l’extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d’absence de couverture d’un titulaire (ou de l’un de ses sous-traitants), le Maître d’Ouvrage se réserve le droit d’exiger de sa part la souscription d’une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d’exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d’ouvrage.

1.5.4. Clauses sociales et environnementales

1.5.4.1. Clauses sociales

Les conditions d’exécution du marché comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et progrès social.

Il s’agit de l’action d’insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l’article 12 ci-après qui fait l’objet d’un article dans l’acte d’engagement.

1.5.4.2. Clauses environnementales

Conformément à l’article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux. Les mesures prises pour satisfaire aux exigences de protection et de respect de l’environnement seront exprimées dans le SOPRE produit par le candidat.

1.5.5. Gestion des avenants et prix nouveaux

Les prix provisoires sont notifiés par OS par les personnes qui seront habilitées à le faire en début de marché.

Cet OS sera signé par le MOA (le Chef du DOA).

Le titulaire peut émettre des réserves ou refuser les prix provisoires sous 15 jours à compter de la notification de l’OS.

Ces prix provisoires seront rendus définitifs par l’intermédiaire d’un avenant.

1.5.6. Autres dispositions générales

En complément de l’article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n’était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n’ont fait l’objet, et ne pouvaient faire l’objet, d’aucun règlement au titulaire par son

ou ses assureurs.

1.6. Clauses de réexamen du marché public

Les clauses du présent marché peuvent être réexaminées dans le respect de l’article L2194-1 du CCP.

Les modifications peuvent porter sur l’ensemble des articles des documents contractuels sous réserve que ces modifications soient nécessaires à la bonne exécution du marché dans le respect de l’objectif du renforcement structurel de la TC sur l’axe RN 13 à Neuilly-sur-Seine.

1.7. Ordres de service

L’ordre de service est la décision du maître d’œuvre ou du maître d’ouvrage qui précise les modalités d’exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l’objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d’ouvrage et le Maître d’Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1.8. Prolongation des délais

Les prolongations de délai seront envisagées dans les conditions exposées à l’article 18.2 du CCAG.

ARTICLE 2 PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L’Acte d’Engagement (AE) et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l’exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (daté et signé par les représentants habilités des parties) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles, dont l’exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l’exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021

et l’ensemble des textes qui l’ont modifié ;

- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d’établissement des prix tel qu’il est défini à l’article 4.3.2 du présent CCAP ;
- Le Mémoire Technique (MT) ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF);
- Le Détail Estimatif (DE);
- Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS);
- Le Schéma d’Organisation du plan de Respect de l’Environnement (SOPRE);
- Le Schéma Organisationnel du Plan d’Assurance de la Qualité (SOPAQ);
- La décomposition du/des prix forfaitaire-s
- Le sous-détail du/des prix unitaire-s

ARTICLE 3 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

La DRIEAT-IF dont la DiRIF est un service, et tous les services de l’ÉTAT sont libres d’utiliser les contenus en intégralité ou partiellement des différents livrables et ceux indépendamment de la finalité, du support et du périmètre géographique et ceci sans limitation dans le temps.

Le titulaire peut diffuser, utiliser les contenus des différents documents qui lui seront remis ainsi que ceux des livrables sous réserve de rendre anonyme et non identifiables les sites et la DiRIF.

En cas d’évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel, en cours d’exécution du marché, des modifications peuvent être apportées à la demande du pouvoir adjudicateur par signature, des deux parties, d’un avenant.

ARTICLE 4 PRIX ET MODE D’ÉVALUATION DES OUVRAGES **VARIATION DANS LES PRIX – RÈGLEMENT DES COMPTES**

4.1. Tranche(s) optionnelle(s)

4.1.1. Délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision

d’affermisssement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l’origine du délai d’exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	6 mois
Optionnelle 2	6 mois

Par dérogation à l’article 19.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d’exécution ou de retard dans l’exécution d’une tranche, les délais d’affermisssement de toutes les autres tranches sont prolongés d’autant.

4.1.2. Indemnité de dédit

Il n’est pas prévu d’indemnité de dédit.

4.1.3. Indemnité d’attentes

Il n’est pas prévu d’indemnité d’attente.

4.2. Contenu des prix – Mode d’évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

4.2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l’ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché, en tenant compte notamment des sujétions d’exécution particulières suivantes :

Les prix exprimés dans le détail estimatif et le bordereau des prix sont considérés comme exprimés avec les charges de personnel notamment le personnel de contrôle, le pourcentage de perte et d’aléa, la situation du lieu des travaux, des phasages de réalisation des travaux, des mesures pour respecter le SOPRE.

– En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après :

- Nombre de jours de gel constatés pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteint au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- La hauteur cumulée des précipitations mesurées pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la

notification du marché ;

- La hauteur cumulée des couches de neige pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché ;
- La vitesse instantanée maximale du vent pendant la période correspondant à la durée totale du chantier dans le poste météorologique désigné ci-après et qui a été atteinte au moins trois fois dans ce poste pendant la même période au cours des trente années précédant la notification du marché.

Les valeurs limites pour les 4 points sont données dans le tableau ci-dessous :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée ou période de mesure
Gel	-5C°	2 jours
Pluie	200 mm	1 jour
Neige	20 cm	2 jours
Vent	130 km/h	1 jour

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :
Neuilly-sur-Seine (92);

4.2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l’entreprise pour l’installation de ses chantiers, en application du 9.4.1 ci-après, le maître d’ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

Pour l’installation de la base vie et des installations de chantier, le RMO met à la disposition de l’entreprise une zone libre sur la TC à proximité des travaux. Les travaux éventuels nécessaires à l’installation restent à la charge de l’entreprise, notamment le nettoyage et le ragréage éventuel.

4.2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l’objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l’objet d’un OS signé du RMO ou d’un avenant dans les conditions fixées à l’article 13 du CCAG.

En l’absence de la décision prévue à l’article 14.4.2 et par dérogation à l’article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l’article 13 du CCAG.

4.2.4. Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d’œuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires qui n’auront pas été remis à l’offre ;
- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

4.2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d’exécution des marchés du ministère (GEMME) ou équivalent, dans le respect des modalités GEMME, sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d’œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l’article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes

Par dérogation à l’article 12.2 du CCAG travaux, les décomptes ne sont pas mensuels. La périodicité sera à définir entre le titulaire et le maître d’œuvre, sous couvert de la validation du maître d’ouvrage. Ces acomptes offrent au maître d’ouvrage la possibilité de procéder au remboursement de l’avance accordée.

Avant la présentation d’un acompte, le titulaire remet uniquement au maître d’œuvre un projet de décompte assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés sur le projet de décompte précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l’entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement conjoint, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d’œuvre qui le transmet au système GEMME (ou équivalent, dans le respect des modalités GEMME). Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l’état de règlement. Le projet de décompte sera remis sous un format informatique compatible au cadre exploité par GEMME et remis par les services comptables du RMO.

Le maître d’œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l’état de règlement, l’état de prestations et le projet de prestation à utiliser pour le prochain état d’acompte. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l’état d’acompte tel que défini à l’article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d’ouvrage et au maître d’œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME (ou équivalent, dans le respect des modalités GEMME) indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d’exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d’un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l’objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d’œuvre, qui le transmet au système GEMME (ou équivalent, dans le respect des modalités GEMME). Le système édite alors le décompte final, l’état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Sous 10 jours à compter de la connaissance des index définitifs, un calcul du solde des révisions est effectué et notifié au titulaire. Le paiement de ce montant intervient dans le délai défini à l’article 4.2.6 du présent CCAP.

Si le RMO n’a pas notifié le décompte général dans les délais stipulés à l’article 12.4.2 du CCAG, par dérogation au 12.4.4 du CCAG, le titulaire met en demeure le RMO d’y procéder avec copie au maître d’œuvre. L’absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le RMO dans un délai de 15 jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise le titulaire à saisir le tribunal administratif.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d’ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu’il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d’ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d’ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4.2.6. Modalités de transmission et de paiement

4.2.6.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l’obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s’impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l’État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s’effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d’utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l’article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET du maître d’œuvre
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d’engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

4.2.6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d’intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l’année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4.2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

4.2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

4.3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4.3.3 et 4.3.4.

4.3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

4.3.3. Choix de l'index de référence

l'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Désignation	Identifiant
TP02	Travaux de génie civil et d'ouvrages d'art neufs ou rénovation	001710987

Cet index est publié sur le site internet de l'INSEE.

4.3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec : I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois ;

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des

prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l’acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l’application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu’une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n’est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l’index correspondant.

4.3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d’ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l’exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d’application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l’Union Européenne n’ayant pas d’établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d’ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n’est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d’acquitter la TVA dans les conditions de l’article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d’ouvrage règle le sous-traitant sur la base d’une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l’avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

4.4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l’annexe de l’acte d’engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10). Le titulaire du marché dispose d’un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l’article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d’œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l’émission d’une demande de paiement d’un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE ;
- Le maître d’œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d’ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l’article 4.2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d’ouvrage de l’accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l’expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n’a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l’ouvrage de l’avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d’ouvrage informe le titulaire des paiements qu’il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d’établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l’avenant ou l’acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d’ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu’il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d’établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

4.5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n’a pas prévu de prix fait l’objet d’un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d’Œuvre et à un accord du Maître d’Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l’OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l’objet d’un avenant.

4.6. Augmentation du montant des travaux

En l’absence de la décision prévue à l’article 14.4.2 et par dérogation à l’article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d’un OS préalable du Maître d’œuvre pris avec accord du Maître d’Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l’article 14.5 le Maître d’œuvre fait part au titulaire de l’estimation prévisionnelle qu’il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d’exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 5 DÉLAI DE RÉALISATION – PÉNALITÉS, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l’article 19.2 du CCAG, le titulaire n’est exonéré d’aucune pénalité.

Par dérogation à l’article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Les montants des pénalités sont exprimés TTC et ne sont pas soumis à la variation des prix.

5.1. Délai de réalisation

5.1.1. Délai d'exécution du marché

Pour les travaux de jours, une semaine correspond à 5 jours de travail, du lundi au vendredi.

Pour les travaux de nuits une semaine correspond à 4 nuits du Lundi soir au vendredi matin, dont l’amplitude horaire totale est 21h30-4h30. L’amplitude effective des nuits (temps disponible à l’entrepreneur pour effectuer les travaux) est d’environ 5h30 : de 22h30 à 4h00.

Délai de la période de préparation :

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement à l'Article 3-1.

Délai de la période d'exécution des travaux :

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement à l'Article 3-2.

-Le délai d'exécution des travaux de la Tranche Ferme court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- le parfait achèvement de toutes les prestations prévues au marché en fin de tranche ferme d’autre part.

L'article 1.5 du CCTP précise les travaux à réaliser lors de la Tranche Ferme.

-Le délai d'exécution des travaux de la Tranche Optionnelle 1 court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- le parfait achèvement de toutes les prestations prévues au marché en fin de tranche optionnelle 1 d’autre part.

L'article 1.5 du CCTP précise les travaux à réaliser lors de la Tranche Optionnelle 1.

-Le délai d'exécution des travaux de la Tranche Optionnelle 2 court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- le parfait achèvement de toutes les prestations prévues au marché en fin de tranche optionnelle 2 d’autre part.

L'article 1.5 du CCTP précise les travaux à réaliser lors de la Tranche Optionnelle 2.

5.1.2. Délais distincts du délai de la période d’exécution des travaux (tranche ferme uniquement)

Pour la tranche ferme, on prendra les neuf délais distincts suivants :

Délai distinct DD1 :

Le délai distinct DD1 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux des tâches n° 3 et 4 définies à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 1 correspond au nombre de nuits de fermeture qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous :

- Dépose de nuit des plaques de protection au feu des zones 1 et 3 situées au-dessus des deux VR (sous fermeture)
- Réalisation des saignées par hydrodémolition sur toute la sous-face de la dalle Nord en zones 1 et 3 (sous fermeture)

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai correspondant aux **8 nuits consécutives** de fermeture du tunnel dans le sens Paris-Provence.

Vis-à-vis du délai distinct 1, le nombre de nuits employée par le candidat ne peut pas dépasser **8 nuits**. Le dépassement de ce nombre de nuits entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 1 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD2 :

Le délai distinct DD2 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux de la tâche n° 5 définie à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 2 correspond au nombre de jours qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous entre la fin des nuits de fermeture du DD1, et le début des nuits de fermeture du DD3 :

- Ajout d’aciers dans les saignées de la dalle Nord situés au-dessus des deux VL en zone 1 et 3, et rebouchage de ces saignées au béton projeté

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai de **4 semaines**.

Vis-à-vis du délai distinct 2, le nombre de jours employée par le candidat ne peut pas dépasser **4 semaines**. Le dépassement de ce nombre de jours entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 2 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD3 :

Le délai distinct DD3 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux de la tâche n°6 définie à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 3 correspond au nombre de nuits de fermeture qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous :

- Déplacement du balisage lourd et déviations de voies sous fermeture pour neutraliser les deux VR

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai correspondant aux **4 nuits consécutives** de fermeture du tunnel dans le sens Paris-Province.

Vis-à-vis du délai distinct 3, le nombre de nuits employée par le candidat ne peut pas dépasser **4 nuits**. Le dépassement de ce nombre de nuits entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 3 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD4 :

Le délai distinct DD4 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux des tâches n°7, 7bis et 8 définies à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 4 correspond au nombre de jours qui est accordé au titulaire

pour réaliser les travaux ci-dessous entre la fin des nuits de fermeture du DD3, et le début des nuits de fermeture du DD5 :

- Ajout d’aciers dans les saignées de la dalle Nord situés au-dessus des deux VR en zone 1 et 3, et rebouchage de ces saignées au béton projeté.
- Dépose de jour des plaques de protection au feu de la zone 2 situées au-dessus des deux VR et de l’éclairage du tunnel si nécessaire
- Déplacement de l’étalement de soutien de la dalle Nord vers la zone 2

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai de **4 semaines**.

Vis-à-vis du délai distinct 4, le nombre de jours employée par le candidat ne peut pas dépasser **4 semaines**. Le dépassement de ce nombre de jours entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 4 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD5 :

Le délai distinct DD5 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux de la tâche n°9 définie à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 5 correspond au nombre de nuits de fermeture qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous :

- Réalisation des saignées par hydrodémolition sur toute la sous-face de la dalle Nord en zone 2 sous fermeture

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai correspondant aux **4 nuits consécutives** de fermeture du tunnel dans le sens Paris-Provence.

Vis-à-vis du délai distinct 5, le nombre de nuits employée par le candidat ne peut pas dépasser **4 nuits**. Le dépassement de ce nombre de nuits entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 5 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD6 :

Le délai distinct DD6 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux de la tâche n°10 et 10bis définies à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 6 correspond au nombre de jours qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous entre la fin des nuits de fermeture du DD5, et le début des nuits de fermeture du DD7 :

- Ajout d’aciers dans les saignées de la dalle Nord situés au-dessus des deux VR en zone 2, et rebouchage de ces saignées au béton projeté.
- Repose de jour des plaques de protection au feu des zones 1, 2 et 3 situées au-dessus des deux VR et de l’éclairage du tunnel s’il avait été déposé

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai de **4 semaines**.

Vis-à-vis du délai distinct 6, le nombre de jours employée par le candidat ne peut pas dépasser **4 semaines**. Le dépassement de ce nombre de jours entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 6 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD7 :

Le délai distinct DD7 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux de la tâche n°11 définie à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 7 correspond au nombre de nuits de fermeture qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous :

- Déplacement du balisage lourd et déviations de voies sous fermeture pour neutraliser les deux VL

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai correspondant aux **2 nuits consécutives** de fermeture du tunnel dans le sens Paris-Provence.

Vis-à-vis du délai distinct 7, le nombre de nuits employée par le candidat ne peut pas dépasser **2 nuits**. Le dépassement de ce nombre de nuits entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 7 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

Délai distinct DD8 :

Le délai distinct DD8 dont il est question à l’article 3-3 de l’Acte d’Engagement court entre :

- l’ordre de service qui en prescrit le commencement d’une part,
- l’achèvement des travaux des tâches n°12, 12bis et 13 définies à l’article 1.7.3 du CCTP d’autre part.

Le délai distinct 8 correspond au nombre de jours qui est accordé au titulaire pour réaliser les travaux ci-dessous entre la fin des nuits de fermeture du DD7, et le début des nuits de fermeture pour retirer définitivement le balisage lourd en sens Y :

- Ajout d’aciers dans les saignées de la dalle Nord situés au-dessus des deux VL en zone 2, et rebouchage de ces saignées au béton projeté.
- Repose de jour des plaques de protection au feu des zones 1, 2 et 3 situées au-dessus des deux VR et de l’éclairage du tunnel s’il avait été déposé
- Retrait de l’étalement

Il est précisé à l’article 1.7.3 du CCTP que ces prestations se feront durant le délai de **4 semaines**.

Vis-à-vis du délai distinct 8, le nombre de jours employée par le candidat ne peut pas dépasser **4 semaines**. Le dépassement de ce nombre de jours entraîne l’application de la pénalité définie vis-à-vis du délai distinct 8 à l’Article 5-3.2 du présent CCAP.

5.1.3. Nombre nuits de fermeture disponible pour l’exécution des travaux des délais distincts

Pour la tranche ferme, les travaux prévus pendant les délais distincts DD1, DD3, DD5 et DD7 nécessitent la réalisation par l’exploitant DiRIF (ou par un autre marché DiRIF) de fermeture de nuit du tunnel dans le sens Province-Paris.

Le tableau ci-dessous précise le nombre de nuit disponible pour le titulaire pour les délais distincts concernés :

Délai distinct :	Nombre de nuits de fermeture disponibles :
DD1	8 nuits

DD3	4 nuits
DD5	4 nuits
DD7	2 nuits

Pour la tranche optionnelle 1, le titulaire disposera de 2 nuits de fermeture du sens Province-Paris en début de tranche pour l’installation du balisage lourd de la voie rapide. En fin de tranche, le titulaire disposera également de 2 nuits de fermeture du même sens pour le retrait du balisage lourd et la remise en état de la voirie.

5.2. Prolongation des délais d’exécution

En vue de l’application éventuelle du troisième alinéa de l’article 18.2.3 du CCAG, le délai d’exécution des travaux sera prolongé d’un nombre de jours ouvrés constatés par le maître d’œuvre :

- soit lorsque les phénomènes naturels désignés dans le tableau ci-après ont dépassé les valeurs mentionnées dans le dit tableau et ont ainsi empêché l’exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu’aucune tâche ne puisse lui être substituée ;
- soit lorsque tout travail a été arrêté pendant la journée considérée à cause des conséquences des intempéries qui ont dépassé les valeurs mentionnées dans le tableau ci-après, empêchant ainsi l’exécution de la tâche considérée et que cette dernière se trouvait située sur le chemin critique du déroulement des travaux, sans qu’aucune tâche ne puisse lui être substituée ;

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
Gel	-5C°	2 jours
Pluie	200 mm	1 jour
Neige	20 cm	2 jours
Vent	130 km/h	1 jour

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : Neuilly-sur-Seine (92).

Si des intempéries non visées par une disposition légale ou réglementaire ou de phénomènes naturels s’avèrent de nature à compromettre la bonne exécution des travaux, le maître d’œuvre peut prescrire l’arrêt momentané des travaux ou

l'autoriser sur la proposition du titulaire, et le délai d'exécution est prolongé d'autant par décision du RMO. Il est précisé que le décompte des journées d'intempéries est exprimé en jours ouvrés.

En cas de mauvaise organisation de la part du titulaire pouvant conduire sous l'effet des intempéries à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre lui signifie la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire la prolongation du délai d'exécution des travaux qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

5.3. Pénalités pour retard d'exécution – Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités définies au présent article sont cumulables

Les montants des pénalités sont exprimés hors TVA.

5.3.1. Pénalités pour retard d'exécution des travaux des différentes tranches

Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 5 000 €. La pénalité de retard prévue au marché s'applique au montant de l'ensemble des tranches.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total HT de la tranche considérée.

5.3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation aux articles 19.2.2 alinéa 2 et 19.2.3 du CCAG, en cas de retard du titulaire sur la date limite indiquée dans l'article 3-3 de l'acte d'engagement, il est appliqué les pénalités suivantes :

- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD1 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF1 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),
- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD2 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF2 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),
- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD3 : 5 000 € par jour calendaire de retard du

titulaire vis-à-vis du délai distinct TF1 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),

- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD4 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF2 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),

- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD5 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF1 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),

- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD6 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF2 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),

- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD7 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF1 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),

- Pénalité vis-à-vis du délai distinct DD8 : 5 000 € par jour calendaire de retard du titulaire vis-à-vis du délai distinct TF2 (cf. article 3-3 de l'acte d'engagement),

Par dérogation à l'article 19.2.5 alinéa 2 du CCAG, les pénalités sur les délais distincts seront maintenues même si le délai global d'exécution d'une tranche, est respecté.

5.3.3. Prime d'avance

Sans objet.

5.3.4. Pénalités pour retard dans l'exécution du programme de la période de préparation

En cas de retard dans l'exécution du programme de préparation, pour chaque tranche, entraînant un différé de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, le titulaire subit une pénalité de deux mille euros (2 000 €) par jour calendaire de retard.

5.3.5. Pénalités pour retard d'exécution lié aux travaux de reprise pour la levée de réserves

Dans le cas où le titulaire n'a pas fait dans les délais prescrits par la décision de réception les travaux correspondant aux réserves exprimées avec cette décision, il subit la pénalité fixée à mille euros (1 000 €) par jour de retard.

5.3.6. Pénalité pour arrêt de chantier

L'arrêt de tout ou partie du chantier relatif à une erreur du titulaire, entraîne une pénalité égale à cinq mille euros (5 000 €) par jour.

5.4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

5.4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu du complément suivant :

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution des travaux.

Pour chaque tranche, à la fin des travaux, dans le délai de 10 jours comptés de la date de la décision de réception, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, sans préjudice d'une pénalité journalière de 3 000 €.

5.4.2. Documents fournis après exécution (DOE)

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 10.5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 500 €.

5.4.3. Nombre d'indices pour les documents

Pour chaque document que doit produire l'entreprise (note d'hypothèse, note de calcul, plan, document d'organisation générale du chantier, procédure d'exécution, SOSED, programme des études d'exécution,...), à partir du quatrième indice contrôlé (quel que soit le système d'incitation mis en place) est appliqué au titulaire une pénalité de deux cent cinquante euros (250 €) par document et par indice supplémentaire.

Les documents d'organisation générale du PAQ (la Note d'Organisation Générale du Chantier à l'article 2.7 du CCTP) ne sont pas concernés par cette pénalité, mais les procédures sont concernées.

5.4.4. Pénalité pour retard dans la remise des notes de recalcul complet de

l’ouvrage pour les zones 1, 2 et 3

Les trois notes de recalcul complet de l’ouvrage zones 1, 2 et 3 doivent être fournis par le titulaire au MOE au maximum 4 mois après la date de démarrage de la période de préparation de la tranche ferme. En cas de retard dans la fourniture des documents, il est appliqué une pénalité de 2 000 € par jour calendaire de retard.

5.4.5. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d’œuvre. En cas d’absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

5.4.6. Clauses sociales

En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d’heures d’insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 60 € par heure d’insertion non réalisée.

En cas de non-respect des prescriptions fixées à l’article 20.1 du CCAG pour la production des renseignements relatifs à l’exécution des actions d’insertion, le titulaire encourt une pénalité de 75 € par document et par jour, à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

5.4.7. Pénalités pour carence dans l’obligation d’affichage des informations concernant les travailleurs détachés

À défaut d’affichage dans les délais et conditions définies à l’article infra, il sera fait application d’une pénalité d’un montant de 1 000 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d’affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

5.4.8 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l’article 1.4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €

5.4.9. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

5.4.10. Pénalité pour fermeture supplémentaire

L'article 5.3.1 du CCAP définit le nombre de nuits maximum de fermeture nocturne dont pourra disposer le titulaire pour la réalisation des prestations des différents délais distincts. Le maître d'œuvre peut appliquer une pénalité journalière d'un montant de 1 000€ HT pour retard d'exécution entraînant des fermetures nocturnes supplémentaires.

5.4.11. Pénalité pour retard à l'ouverture suite à une fermeture de nuit

En cas de retard lors de la réouverture du tunnel du fait d'une mauvaise organisation du titulaire, de problèmes techniques liés aux interventions du titulaire, le titulaire se verra appliquer une pénalité de 500€ la demi-heure entamée.

5.4.12. Pénalité pour annulation tardive d'une fermeture du fait du titulaire

Une annulation de fermeture ou de balisage du fait du titulaire est qualifiée de tardive si elle intervient dans un délai inférieur à 72 heures avant l'heure prévue initialement pour le début de cette fermeture ou de ce balisage.

Le titulaire encourt alors une pénalité pour annulation tardive de fermeture ou de balisage qui s'élève à cinq mille euros HT (5 000 € HT) par événement.

Cette pénalité est également applicable en cas de demande de balisage inutilisée par l'Entreprise, ce qui correspond à une situation où le balisage est en place sans que des travaux significatifs ne soient effectués.

5.4.13. Pénalité relative au non-respect des règles de sécurité : Infractions constatées aux installations de chantier

Le strict respect des conditions d'exploitation des espaces publics, et notamment du balisage, de la signalisation de chantier, des conditions de circulation de chantier (de personnels ou de véhicules), définis dans le projet des installations de chantier - dans les procédures d'exécution - dans le PGCSPPS, est un impératif absolu, dans le but de préserver la sécurité tant des usagers que des

personnels de chantier, et de maintenir des conditions convenables de communication pour les riverains du chantier. Ainsi il est prévu l’application de pénalités en cas d’infractions constatées à ces principes.

Une pénalité de mille cinq cent euros (1500 €) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité par le maître d’œuvre, sans préjudice de l’exclusion du chantier des personnels mis en cause.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront notamment :

- Les entrées et sorties de chantier non conformes au dossier d’exploitation,
- Le non-respect de la signalisation de chantier et dispositifs de sécurité,
- Les manœuvres interdites sur voies circulées,
- La mise en œuvre de balisage ou de signalisation de chantier non conforme au dossier d’exploitation, et aux arrêtés municipaux, départementaux ou préfectoraux,
- L’absence de remise en état du balisage et de la signalisation de chantier s’ils ont été dégradés.

Les pénalités pour mise en œuvre non conforme ou absence de remise en état du balisage ou de la signalisation de chantier pourront être appliquées journalièrement tant que ceux-ci ne seront pas conformes au dossier d’exploitation.

Les pénalités sont cumulables.

5.4.14. Pénalité relative au non-respect des règles de sécurité : Infractions aux règles de sécurité et de protection de la santé

Le strict respect des règles de sécurité et de protection de la santé définies dans le PGCSPP est un impératif absolu, dans le but de préserver la sécurité et la santé des personnels de chantier.

Ainsi il est prévu l’application de pénalités en cas d’infractions constatées à ces règles.

Une pénalité de mille euros (1000 €) sera appliquée à chaque infraction constatée par un agent habilité, sans préjudice de l’exclusion du chantier des personnels concernés.

Ces pénalités à caractère forfaitaire sanctionneront notamment :

- Le défaut de port de gilets ou boudriers ou casques obligatoires ou des chaussures de sécurité
- L’absence de gyrophare et de marquage rouge et blanc des véhicules admis sur le chantier (plaque magnétique « SERVICE »).
- non-respect des règles de sécurité du chantier lié à la circulation.
- Traversée de voies par le personnel

Ces pénalités pourront être appliquées journalièrement tant que l’infraction en cause persistera.

Les pénalités sont cumulables.

5.4.15. Autres pénalités diverses

Retard dans la remise des documents de chantier:

- En cas de non remise, le lendemain avant douze heures, de la fiche de chantier quotidiennement établie par la titulaire et annexée au journal de chantier (article 1.8 du CCTP), il est appliqué une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard.
- En cas de non remise, pendant l’exécution des travaux, des rapports hebdomadaires établis par le titulaire (article 1.8 du CCTP) et adressé au maître d’œuvre, il est appliqué une pénalité de 250 € par jour calendaire de retard.

Non respect des conditions d’hygiène et sécurité:

- Lorsqu’il sera constaté un manquement aux règles d’hygiène et sécurité par le CSPS, des pénalités seront appliquées s’il n’est pas apporté une réponse au problème soulevé dans le délai indiqué au journal. Le montant de cette pénalité est de 200 € par jour. Elle sera calculée à partir du jour où le CSPS aura exprimé par écrit le problème sur le registre journalier.

Surveillance, entretien, astreinte et maintenance non conformes :

Dans le cas où la surveillance quotidienne de la signalisation et du balisage sur RN13 n'est pas assurée dans les conditions prévues au chapitre 2 de l'annexe Exploitation du CCTP ou n'est pas assurée du tout, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité de 500€ par constatation. La non remise du rapport d'intervention quotidien, ou la remise d'un rapport pouvant être remis en cause par les visites de l'exploitant sont considérés comme un défaut de surveillance.

Dans le cas où l’entretien hebdomadaire de la signalisation et du balisage sur RN13 n’est pas assuré dans les conditions prévues au chapitre 2 de l’annexe Exploitation du CCTP ou n’est pas assuré du tout, le titulaire s’expose à l’application d’une pénalité de 2 000 € par constatation.

Dans le cas où l’astreinte vis-à-vis de la signalisation et du balisage sur RN13 définie au chapitre 2 de l’annexe Exploitation du CCTP n’est pas assurée dans les conditions prévues ou n’est pas assuré du tout, le titulaire s’expose à l’application d’une pénalité de 5 000 € par constatation.

ARTICLE 6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**6.1. Retenue de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes pour toutes les tranches par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché. En cas d’avenants, elle doit être complétée.

Dans l’hypothèse où la garantie à première demande ou la caution personnelle et solidaire ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l’acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

6.2. Avances

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l’acte d’engagement. Elle n’est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée. Cette règle est appliquée qu’il y ait ou non recouvrement total ou partiel de tranches dans le temps.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	Avance
Ferme	30 %
Optionnelle 1	30 %
Optionnelle 2	30 %

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4.2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution du marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7 PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS

7.1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié,

que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'oeuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

7.2. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'oeuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 8 RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

8.1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d’ouvrage l’informera avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l’absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d’envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s’écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d’interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

8.2. Autorisations d’intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s’assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d’engins de chantier, justifient d’une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s’engage à communiquer à la demande du maître d’ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

8.3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d’ouvrage notamment celles concernant l’implantation de ses réseaux situés dans l’emprise des travaux à réaliser.

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l’article R 554-29 du code de l’environnement.

8.4. Piquetage général

L’ensemble des implantations de l’ouvrage et la polygonation principale est à la charge du titulaire. Cette implantation sera faite avant le commencement des travaux, maintenue et protégée pendant toute la durée du chantier.

8.5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que

canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d’œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages.

Par dérogation à l’article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l’exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l’environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l’arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l’environnement relatifs à l’exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d’ouvrages non repérés, l’entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu’aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu’il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d’ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d’ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 9 PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX

9.1. Période de préparation – Programme d’exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l’article 3.1 de l’acte d’engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du titulaire et du maître d’œuvre :

- Piquetage spécial contradictoire ;
 - Constat contradictoire de l’état des lieux (propriétés privées riveraines du chantier) ;
 - Constat contradictoire de l’état des lieux (voies d’accès publiques ou privées).
- Par les soins du maître d’œuvre :
- Contrôle d’étude d’exécution ;
- Par les soins du titulaire :
- Établissement et présentation au visa du maître d’œuvre du programme des études d’exécution, dans le délai de 15 jours suivant l’acte qui emporte commencement d’exécution de la période de préparation
- Il est accompagné :
- Du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
 - Du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter et concordant avec les fermetures de nuit du planning annuel de la DiRIF ;
 - Des dispositions détaillées du PAQ (procédures d'exécution, fiches de suivi, fiches des matériaux et produits, etc.).
- Établissement du Plan Qualité « PAQ », accompagné notamment :
- Du document d’organisation générale du chantier ;
 - Du document des procédures d’exécution.
- Le PAQ comprendra notamment :
- Liste et type de matériels employés ;
 - Fiches techniques des produits ;
 - Fiches techniques relatives aux équipements ;
 - Épreuves de convenances.
- Mise au point du Plan de Respect de l’Environnement (PRE) ;
- Établissement et remise au maître d’œuvre, dans les conditions prévues à l’article 9.2 du présent CCAP, des études d’exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 15 jours suivant l’acte qui emporte commencement d’exécution de la période de préparation.

→ Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) prévu à l’article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l’initiative du titulaire ; cette obligation est applicable à chaque intervenant

→ Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 20 jours à compter du début de la période de préparation

→ Établissement et mise au point de la phase étude de la mission G3 dans les 20 jours suivant l’acte qui emporte commencement de la période de préparation

Par dérogation à l’article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l’obtention du/des visa(s) du maître d’œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

9.2. Études d’exécution des ouvrages

Les études d’exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d’œuvre.

Par dérogation à l’article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants :

Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf – ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d’archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l’ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l’ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d’exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d’exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l’article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l’obtention du/des visa(s) du maître d’œuvre sur les études d’exécution nécessaires au démarrage des travaux.

9.3. Échantillons – Notices techniques – Procès verbal d’agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques

et procès verbaux d’agrément demandés par le maître d’œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

9.4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l’application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

9.4.1. Installation des chantiers de l’entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l’entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d’eau, d’électricité et d’assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d’hébergement et d’hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

9.4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont applicables dans le cadre du chantier, dans le respect du SOPRE mis en œuvre. Dans le cadre des travaux, les SOPRE, SOGED et SOPAQ prévalent sur les stipulations du CCAG sans y déroger.

9.4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A – Principes généraux

La nature et l’étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l’intervention du coordonnateur SPS.

B – Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d’ouvrage et le maître d’œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu’il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger·s grave·s et imminent·s, constaté·s lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d’ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C – Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d’ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu’il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l’acte qui emporte commencement d’exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l’acte qui emporte commencement d’exécution de la période de préparation, les noms de ses représentants au sein du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT) dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l’ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d’accidents de travail.

Le titulaire s’engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans les documents visés à l’article 2 du présent CCAP.

Le titulaire s’engage à participer aux réunions CSPS, organisé par le CISSCT, pour lesquelles il sera convoqué.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu’il organise, Lorsqu’elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention-s au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l’exécution des

prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s’engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

9.4.4. Signalisation des chantiers à l’égard de la circulation publique

Les stipulations du CCAG (article 31.6) sont applicables. Le titulaire à la responsabilité de ce qui, dans le cadre des travaux qu’il réalise, troublerait la circulation publique. Il est aussi rappelé au titulaire que lors des fermetures du réseau pour la réalisation de phase de travaux, aucun retard dans l’ouverture à la circulation de l’ouvrage ne sera toléré sous peine de pénalité.

9.4.5. Maintien des communications et de l’écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG (article 31.7) sont applicables.

9.4.6. Démolition de constructions

Les sujétions de dépose et tri des produits de démolition ou de démontage sont précisées dans le CCTP.

9.4.7. Emploi d’explosifs – Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L’emploi des explosifs est interdit.

9.4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l’usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l’article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d’engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes :

En matière de dégradation aux voies publiques, le titulaire assumera seul les frais de réparation causé par le passage de ses engins de chantier ou une mauvaise gestion de la zone d’installation.

Un état des lieux sera établi avant les travaux entre le titulaire et la maîtrise d’œuvre pour définir les zones qui feront l’objet de réparation.

Par dérogation à l’article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu’il a causées sur les voies publiques.

9.5. Contraintes sur les balisages et fermetures de nuit

La période effective garantie pendant laquelle l’entreprise peut être dans l’ouvrage lors d’un balisage pour neutralisation de voie ou d’une fermeture nocturne est de définie par les horaires suivants :

- 22H30 à 4H30.

Les fermetures sont encadrées par les agents DIRIF qui sont seuls à pouvoir donner l’autorisation de pénétrer sur le terrain. Ces agents informent aussi l’entreprise pour quitter les lieux.

Les fermetures seront organisées selon les demandes du titulaire et les modalités définies précédemment.

Les autorités ayant pouvoirs de police peuvent à tout moment demander l’annulation d’une fermeture programmée ou le repliement d’un chantier pendant une fermeture si des circonstances particulières nécessitent de rétablir la circulation au plus vite.

Dans ces situations, le titulaire devra :

- pouvoir libérer une voie dans un délai maximum d’une demi (0,5) heure ;
- éventuellement évacuer le site dans un délai maximum de trois (3) heures.

A contrario, un événement trafic, un incident ou une défaillance de l’exploitation peuvent à tout moment conduire à une restriction totale ou partielle de l’ouvrage. Dans les situations le nécessitant pour assurer la sécurité des travailleurs, le titulaire devra faire évacuer au plus vite l’ensemble des personnels présents dans les zones concernées, en application des règles définies au PGC.

9.6. Sujétions résultant de l’exploitation du domaine public ou privé

- Durant les travaux, l’ouvrage demeurera exploité sauf nécessité absolue.
- Toute intervention du titulaire et de ses éventuels sous-traitants sur le lieu d’exécution du marché est soumis à l’accord du maître d’œuvre ;
- Les nuisances sonores doivent être conformes à la réglementation en milieu urbain ;

Les prix et les délais d’exécutions visés à l’article 4.1 du présent CCAP tiennent

compte de ces sujétions.

9.7. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG (article 28.5) s’appliquent, notamment son renseignement, sa gestion et sa disponibilité pendant la période de travaux.

ARTICLE 10 CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX

10.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

10.1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d’œuvre sont à la charge du maître d’ouvrage. Par dérogation à l’article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10.1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d’ouvrage ou parties d’ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d’œuvre sont à la charge du maître d’ouvrage. Par dérogation à l’article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

10.2. Réception

10.2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG (article 41) sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

Par dérogation à l’article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d’œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à

40 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l’avisant de l’achèvement des travaux ou de la date de réception de l’avis mentionné à l’article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l’achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d’œuvre ou le maître d’ouvrage n’ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

10.2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG (article 42) sont seules applicables.

10.3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d’ouvrage

Les stipulations du CCAG (article 42) sont seules applicables.

10.4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d’ouvrages

Les stipulations du CCAG (article 43) sont seules applicables.

10.5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d’exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de visite, de fonctionnement et d’exploitation ;
- Les prescriptions de maintenance ;
- Les notes de calcul ;
- Les fiches d’agrément des produits ;
- Le contrôle intérieur et les levés de point d’arrêt ;
- Les résultats des épreuves de convenance et de contrôle ;
- Le planning ;
- Les photographies ;
- Les fiches de non-conformités ;
- Le journal de chantier ;
- Les comptes rendus de réunion ;
- Les correspondances.

En précision de l’article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d’œuvre tous les documents, en 2 exemplaires : une version papier et une version sous la forme de fichiers informatiques. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf – ils ne doivent pas

comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d’archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le DOE devra être fourni dans les 90 jours après la fin de l’exécution des travaux de chaque tranche (date retenue dans la décision de réception), sous peine de l’application des pénalités indiquées à l’article 5.4.2

10.6. Délai de garantie

Les stipulations du CCAG (article 44) sont seules applicables.

ARTICLE 11 RÉSILIATION

Dans l’hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l’avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l’article 3.4.2 du CCAG complétés par l’acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

À défaut, le maître d’ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l’article 50.31.h du CCAG.

Par dérogation à l’article 50.31 du CCAG :

- L’inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l’hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d’ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l’exécution du marché, placé dans l’une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l’exclure d’un marché, le maître d’ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l’article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement

judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l’article L.2195-4 du CCP, le maître d’ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l’article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d’un délai ; à défaut d’indication de délai, le titulaire dispose d’un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d’un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d’insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d’ouvrage.

Dans le cas où le maître d’ouvrage résilie pour motif d’intérêt général, le pourcentage d’indemnisation prévu au premier alinéa de l’article 50.4 du CCAG est fixé à 5 %.

Dans le cadre d’une résiliation nécessitant l’inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l’inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l’article 1.3.10 ci-dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l’article L8222-6 du Code du travail le maître d’ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 12 CLAUSE SOCIALE D’INSERTION

Pour promouvoir l’emploi et combattre l’exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l’article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d’insertion par l’activité économique constitutive d’une condition d’exécution.

Cette clause est applicable au lot unique des deux tranches du présent marché.

L’entreprise attributaire devra réaliser une action d’insertion qui permette l’accès ou le retour à l’emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

12.1. Les publics visés

- les demandeurs d’emploi de longue durée (plus de 12 mois d’inscription au chômage) ;
- les demandeurs d’emploi de plus de 50 ans ;
- les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit ;
- les allocataires de l’AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l’ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l’AV (Allocation Veuvage) ;
- les personnes percevant une pension d’invalidité ;
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l’article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l’obligation d’emploi ;
- les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c’est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l’École de la Deuxième Chance (E2C) ;
- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l’Activité Économique), c’est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d’Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d’une Entreprise d’Insertion (EI), d’un Atelier et Chantier d’Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2^e chance » ;
- les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d’Employeurs pour l’Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet ;
- les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l’emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectées à un emploi auprès d’un concessionnaire de l’administration pénitentiaire ;
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection

subsidaire ;

– les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l’emploi.

En outre, d’autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l’EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l’emploi.

Les bénéficiaires de l’action d’insertion devront impérativement relever de ces catégories.

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d’heures d’insertion à réaliser pour l’ensemble de la durée d’exécution du marché : 900 heures

Ce volume horaire de travail est précisé ci-dessous

Tranche	Nombre minimum d’heures d’insertion à réaliser pour toute la durée d’exécution de la tranche
Ferme	450
Optionnelle 1	250
Optionnelle 2	200

La clause sociale s’appliquera à chaque tranche optionnelle dans l’hypothèse où celle-ci est affermie.

12.2. Les modalités de mise en œuvre des actions d’insertion

L’attributaire s’engage à réaliser une action d’insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d’insertion fixés ci-dessus. L’ensemble des actions mises en œuvre doivent s’inscrire entre la date de notification du présent marché et la livraison de la prestation.

L’attributaire désignera un responsable qui sera l’interlocuteur privilégié de l’EPEC pour mettre en œuvre les actions d’insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

✓ **1^{ère} modalité : l’embauche directe par l’entreprise**

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

✓ **2^{ème} modalité : la mise à disposition de salariés**

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

✓ **3^{ème} modalité : le recours à la sous-traitance** ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

12.3. Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Ensemble Paris Emploi Compétences
Valentin SOUCHARD
Chargé de projets clauses sociales et relation entreprises
valentin.souchard@epec.paris

pole-clauses@epec.paris

07 57 76 85 71

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

12.4. Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

À la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur

maxime.lhenry@developpement-durable.gouv.fr

vincent.guizard@developpement-durable.gouv.fr

et aux destinataires suivants de l'EPEC :

beatrice.calvet@epec.paris

Copie valentin.souchard@epec.paris

L’absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l’application de pénalités prévues à l’article suivant du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s’il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d’insertion. Dans ce cas, l’EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d’insertion auxquels il s’est engagé.

À l’issue du marché, l’entreprise titulaire s’engage à étudier toutes les possibilités d’embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l’exécution du marché.

12.5. Pénalités pour non-respect de l’engagement d’insertion par l’activité économique

En cas de non-respect par l’entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d’heures d’insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de **60 euros** par heure d’insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l’exécution des actions d’insertion, le titulaire subira une pénalité égale à **75 euros** par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

12.6. Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l’action d’insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l’action d’insertion est confiée à l’EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l’objet d’une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l’entreprise, les représentants du donneur d’ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d’insertion sont informés que les

informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences
18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés (CNIL)
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l’impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

ARTICLE 13 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l’AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1.3.7	déroge à l’article	3.2.1 du CCAG
CCAP 1.5.3.3	déroge à l’article	8.1 du CCAG
CCAP 1.5.3.4	déroge à l’article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l’article	4.1 du CCAG
CCAP 4.2.3	déroge à l’article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4.2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7, 12.2 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 4.2.5	déroge à l’article	12.4.4 du CCAG
CCAP 4.2.7	déroge à l’article	10.4 du CCAG
CCAP 4.6	déroge à l’article	14.4.3 du CCAG
CCAP 5	déroge à l’article	19.2 du CCAG
CCAP 5	déroge à l’article	19.2.2 du CCAG
CCAP 5.3.1	déroge à l’article	19.1 du CCAG
CCAP 5.4.1	déroge à l’article	18.1.1 du CCAG
CCAP 7.2	déroge aux articles	24.7 du CCAG
CCAP 8.5	déroge à l’article	27.3.1 du CCAG
CCAP 9.1	déroge à l’article	28.2.2 3ème alinéa du CCAG
CCAP 9.2	déroge à l’article	29.1.4 du CCAG
CCAP 9.4.8	déroge à l’article	34.1 du CCAG
CCAP 10.1.1	déroge à l’article	24.7 du CCAG
CCAP 10.1.2	déroge à l’article	38 du CCAG
CCAP 10.2.1	déroge à l’article	41.1 du CCAG

CCAP 10.5	déroge à l’article	40 du CCAG (précision)
CCAP 11	déroge à l’article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes